

FINANCES, COMMERCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, le premier ministre aurait peut-être l'obligeance d'éclairer la Chambre sur la politique gouvernementale touchant un secteur connexe, soit la question des investissements étrangers. En septembre dernier, une mission commerciale du ministère de l'Industrie et du Commerce a déclaré aux Japonais que le Canada accueillait à bras ouverts les investissements étrangers. S'agit-il réellement de la politique du gouvernement, compte tenu du fait qu'à la lecture du Programme énergétique national, beaucoup ont conclu que certains investissements étrangers n'étaient pas vraiment les bienvenus?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, quand le député dit que certains investissements étrangers ne sont pas les bienvenus, il énonce une politique qui est appliquée par de nombreux gouvernements, y compris celui de mon prédécesseur, le mien et probablement celui de mon successeur.

Par exemple, dans le secteur bancaire, nous tenons à nous assurer que les institutions financières demeurent aux mains des Canadiens et ne tombent pas sous la coupe des investisseurs étrangers. C'est la même chose dans le domaine des communications. Je crois que dans certains secteurs, même les conservateurs les plus rétrogrades sont convaincus qu'il faut conserver la mainmise sur nos institutions nationales. C'est la politique que nous suivons, et elle est compatible avec la volonté d'accueillir favorablement, en général, les investissements étrangers au Canada.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE SALVADOR—L'ASSASSINAT DE 23 CIVILS—ON DEMANDE L'INTERVENTION DES NATIONS UNIES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Lundi soir dernier, le Salvador a été de nouveau le théâtre d'une série de crimes violents perpétrés par la garde nationale qui est au service de la junte. Cette fois-ci, on a assassiné ignominieusement 23 civils dans leur propre maison. Étant donné que le gouvernement du Canada s'est prononcé l'automne dernier en faveur d'une résolution des Nations Unies condamnant la junte pour ses violations des droits de la personne, le gouvernement est-il prêt à demander aux Nations Unies d'intervenir directement pour mettre un terme aux meurtres en séries qui se produisent au Salvador?

[Français]

M. Louis Duclos (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, nous avons, au cours des derniers mois, d'une façon répétée, fait connaître l'horreur que nous inspirent les violations répétées des droits de la personne au Salvador. Nous l'avons fait, comme l'honorable député l'a indiqué, à l'Assemblée générale

Questions orales

des Nations Unies. Nous l'avons fait à la Commission des Nations Unies sur les droits de la personne. Nous avons également poursuivi nos efforts par l'entremise de l'Organisation des États américains et, bilatéralement, nous avons également indiqué aux représentants du Salvador, ici à Ottawa, notre désaccord profond, et, à la prochaine occasion, que ce soit bilatéralement ou multilatéralement, nous le ferons encore.

● (1425)

[Traduction]

M. Broadbent: Madame le Président, au cours des dernières semaines, le gouvernement du Canada s'est contenté d'accepter les rapports extrêmement partiels en provenance des États-Unis. Étant donné que nous sommes maintenant, il faut l'espérer, à l'étape finale du débat d'une résolution qui veut protéger les droits de la personne au Canada, je demande au premier ministre s'il est disposé à prouver qu'il se soucie aussi bien du respect des droits de la personne à l'étranger en priant notre ambassadeur auprès des Nations Unies de demander à la Commission des droits de la personne d'enquêter sur les meurtres commis au Salvador?

[Français]

M. Duclos: Madame le Président, l'honorable député devrait savoir que la situation actuelle au Salvador n'est pas de celles que l'on peut décrire en termes de blanc et de noir. Le gouvernement présentement en place, celui du président Duarte, a indiqué son intention d'entreprendre une négociation avec les forces de gauche. Malheureusement, que cette négociation ait lieu à l'instigation de l'Église catholique de ce pays, ou encore de l'Internationale socialiste. Jusqu'à maintenant ce sont les forces révolutionnaires qui ont indiqué qu'elles ne voulaient pas entrer dans une telle négociation.

[Traduction]

ON DEMANDE QUE LES ÉTATS-UNIS CESSENT LEURS ENVOIS D'ARMES AU SALVADOR

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je vais tenter une autre question que je n'adresserai pas au premier ministre car de toute évidence, il ne s'intéresse pas à ce qui se passe dans cette partie du monde. Je vais donc la poser à celui qui est chargé de répondre aujourd'hui. Puisque les États-Unis intensifient actuellement leurs expéditions d'armes à la junte et comme celle-ci a besoin de ces armes pour se maintenir au pouvoir, le gouvernement du Canada voudra-t-il au moins invoquer ce dernier acte de terrorisme pour demander aux États-Unis de cesser leurs envois d'armes au Salvador?

[Français]

M. Louis Duclos (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, l'honorable député devrait savoir comme tout le monde que notre position comme gouvernement au sujet de l'envoi d'armes dans ce malheureux pays est extrêmement claire et précise. Nous condamnons et sommes en désaccord avec tout envoi d'armes de quelque source qu'elles viennent.